

**Arrêté relatif à : circulation et stationnement**  
**Lieu: Rue de Thouaré-VM 68**

**La Présidente,**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la Route,  
Vu l'article L.5217-3 du code général des collectivités territoriales  
Vu l'arrêté n°2020-539 du 21 juillet 2020 portant délégation de la Présidente aux élus,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 15 juillet 1974,

Considérant qu'il incombe à l'autorité métropolitaine de prendre les dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité publique,

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers empruntant cette voie et de réglementer en conséquence la circulation et le stationnement,

**Arrête**

Article 1. Circulation : rue de Thouaré-VM 68, la circulation est limitée à 50 km/h depuis le rond-point de la Paix et jusqu'à la limite de la commune au droit du ruisseau du Gobert.

Article 2. Le pôle Erdre et Loire de Nantes Métropole est chargé de la mise en place des panneaux de signalisation correspondants.

Article 3. Stationnement : Tous stationnements de véhicules hors emplacements prévus à cet effet seront considérés comme gênants et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

Article 4. Les infractions liées au non-respect des règles découlant du présent arrêté sont verbalisables en application du Code de la Route.

Article 5. Les dispositions du présent arrêté prennent effet dès la mise en place de la signalisation correspondante et remplacent celles qui étaient antérieurement applicables.

Article 6. Monsieur le Directeur général des services de Nantes métropole Agglomération, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur du Pôle Erdre et Loire de Nantes Métropole, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Carquefou, Monsieur l'Agent de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en Mairie.

Fait à Mauves sur Loire, le 30 juin 2023

Pour la Présidente, le Membre du Bureau  
Emmanuel TERRIEN

La Présidente,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Affiché du..... au.....